

Rédigé et compilé par Trudy Huskamp Peterson, Présidente, HRWG

Commentaire.

Perdre un être cher est douloureux à tout moment, mais la période des vacances apporte souvent une tristesse particulière. La veille de Noël en Finlande, les familles vont au cimetière et ramassent un peu de neige devant les pierres tombales et y mettent des bougies allumées. Le cimetière entier brille du souvenir des pertes et en honneur aux vies passées. C'est une belle tradition, mais qui n'a pas de sens pour trop de familles dans d'autres parties du monde où les frères et sœurs, les pères et les cousins sont portés disparus.

Les «disparus» figurent dans de nombreuses discussions sur les droits de l'homme, mais le terme est souvent imprécis parce qu'il y a tellement de sortes de disparus. (On peut généralement éliminer de la conversation ceux qui choisissent d'être absents, de la personne qui élude l'arrestation à la personne qui coupe les liens avec la famille). Il y a les disparus de la violence, mais connus ou supposés vivants, comme les filles Chibok capturées par Boko Haram ou les Colombiens qui ont été capturés par des acteurs non étatiques et détenus pour rançon. Il y a ceux dont le sort est connu, c'est-à-dire qu'ils sont morts, mais dont les corps n'ont pas été retrouvés, comme les citoyens serbes d'origine bosniaque de la ville de Sjeverin qui ont été enlevés et tués en 1992 par des membres des Forces armées des Serbes de Bosnie pendant la guerre des Balkans (<http://www.hlc-rdc.org/?p=32816&lang=de>), ou les morts, enterrés en masse, de la Première Guerre mondiale ou les pilotes abattus au combat ou les bateaux coulés, les restes étant maintenant au fond de la mer. Il ya ceux dont le sort est soupçonné mais pas définitivement connu, comme les 43 étudiants qui ont disparu à Iguala, au Mexique, en 2014. Cet automne, la Suède a finalement déclaré Raoul Wallenberg mort après que la famille, au bout de soixante et onze ans d'attente, a renoncé à l'obtention de la confirmation de son destin. (<http://www.cnn.com/2016/11/01/europe/raoul-wallenberg-holocaust-hero-declared-dead/index.html>). Et il y a ceux dont le sort est tout simplement inconnu: la petite fille de trois ans saisie par l'Etat Islamique dont l'histoire familiale a été documentée dans un article poignant de *Reuters* (<http://www.reuters.com/article/us-mideast-crisis-iraq-mosul-child-idUSKBN13P18G>), ou les bébés argentins saisis à la naissance et leurs mères tuées, les nourrissons adoptés sans information de la famille de la mère et les petits-enfants maintenant recherchés par les grands-mères de la Plaza de Mayo.

Comment les archives peuvent-elles aider à résoudre le destin de ces personnes disparues, sinon localiser leurs restes? Si des acteurs étatiques sont impliqués, nous disposons d'une grande variété de sources archivistiques possibles pour fournir des indices ou des informations définitives sur les disparus, des archives policières et militaires et des services de renseignement aux archives de l'hôpital et de la morgue et des cimetières. On sait que des acteurs non étatiques, comme l'État islamique, créent des documents, ou gardent au moins certaines traces, de transferts de femmes parmi les combattants, et qu'une partie de cette documentation a été retrouvée (voir EI ci-dessous). Dans un proche avenir, les FARC en Colombie fourniront vraisemblablement l'accès à une partie de leur documentation. Et maintenant les archives commencent à préserver des dossiers d'échantillons d'ADN de parents des disparus. Le Comité international de la Croix-Rouge a dans ses archives des échantillons d'ADN des familles des disparus au Chili et commencera à préserver ceux du Liban. La protection des échantillons et, surtout, l'identité des donateurs et l'analyse des échantillons est une responsabilité solennelle.

Alors que nous approchons de la fin de l'année civile, avec ses nombreuses et typiques traditions, allumez une bougie pour vos proches. Et puis allumez-en aussi une pour ceux dont le sort est encore inconnu et pour leurs familles dans la douleur.

Nouvelles internationales.

L'Union européenne (UE). Dans ses rapports annuels sur l'état d'avancement de la Bosnie-Herzégovine, de la Serbie et du Kosovo, le personnel de la Commission européenne a déclaré aux différentes entités de l'UE que les trois pays devaient "faire plus pour lutter contre les crimes commis pendant les années 90 et leur impact durable", a déclaré BIRN. Selon le rapport du Kosovo, le gouvernement doit "affecter des ressources et reprendre l'entrée des données dans le registre central des personnes disparues, qui a cessé en août 2014." http://www.balkaninsight.com/en/article/eu-raps-balkan-states-over-war-crimes-progress-11-09-2016?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=40162f06b3-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-40162f06b3-319755321

Les institutions de l'UE se sont accordées sur un règlement concernant les *minéraux conflictuels* qui "vise à arrêter le financement des groupes armés dans les pays en développement par le commerce de l'étain, du tantale, du tungstène et de l'or". Le Commissaire des affaires de l'UE a déclaré que "ce règlement constitue un énorme pas en avant dans nos efforts visant à mettre un terme aux violations des droits de l'homme et aux conflits armés financés par le commerce des minéraux". Une bonne tenue des archives dans les pays membres sera nécessaire pour faire en sorte que la réglementation soit appliquée. http://europa.eu/rapid/press-release_IP-16-3931_en.htm

Cour pénale internationale (CPI). Le Procureur a publié le «Rapport annuel sur les activités d'examen préliminaire» pour la période allant du 1er novembre 2015 au 30 septembre 2016. Parmi les examens, le Procureur a déclaré qu'il avait "compilé une base de données complète sur plus de 800 incidents allégués dans le contexte de la situation en Ukraine depuis le 20 février 2014" et a conclu que "la situation sur le territoire de la Crimée et de Sébastopol équivaut à un conflit armé international entre l'Ukraine et la Fédération de Russie", un conflit qui a éclaté lorsque les forces russes sont entrées en Crimée "sans le consentement du gouvernement ukrainien". Après la publication du rapport, la Russie a annoncé qu'elle "se retirerai" de la Cour, a rapporté *Eurasia Review*. http://www.eurasiareview.com/17112016-hague-court-rules-against-russia-on-crimea-so-moscow-withdraws-from-rome-agreement-oped/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

Le Procureur a également déclaré qu'il existait une «base raisonnable» pour ouvrir des enquêtes sur les «crimes de guerre de torture et de mauvais traitements connexes infligés par les forces militaires américaines déployées en Afghanistan et dans des centres de détention secrets gérés par la CIA, surtout pendant la période 2003-2004, bien que continuant prétendument dans certains cas jusqu'en 2014». Pour le rapport du procureur, voir https://www.icc-cpi.int/iccdocs/otp/161114-otp-rep-PE_ENG.pdf

Thomson Reuters Foundation a publié un article sur un groupe d'agriculteurs cambodgiens qui ont demandé à la CPI d'enquêter sur leur déplacement de leurs terres «pour faire place aux plantations de sucre». L'article note que «après avoir pris le pouvoir en 1975, les Khmers rouges ont détruit les archives terriennes», et bien que depuis 1992, «le gouvernement a reconstruit son registre foncier», le programme de titrage des terres n'aura pas officiellement enregistré toutes les terres du pays avant 2023. En septembre, le Procureur a déclaré que la CPI commencerait à enquêter sur les affaires environnementales et foncières (voir les Nouvelles HRWG 2016-09), et "les experts juridiques ont interprété cette déclaration comme un changement majeur dans l'approche de la Cour avec le Cambodge comme sujet de test." <http://news.trust.org/item/20161122140350-ze9ur/>

Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI). Depuis 15 ans, les villageois et la société minière canadienne Gabriel Resources sont en conflit à propos du «projet de construire une énorme mine d'or à Rosia Montana, un village roumain [qui a] des puits miniers romains intacts et des maisons du XVIIIe siècle», a rapporté *Thomson Reuters Fondation*. Les villageois ne sont pas seulement préoccupés par la destruction du site, mais aussi par le risque que la mine «pollue l'environnement local avec du cyanure utilisé dans le processus minier». Gabriel Resources a fait appel au CIRDI, le tribunal d'arbitrage international de la Banque mondiale, pour obtenir 4 milliards de dollars de compensation du gouvernement roumain ("environ deux pour cent de l'économie roumaine") pour ses pertes parce que le projet n'a pas avancé. Les villageois se plaignent de ne pouvoir accéder à aucun document lié au processus du CIRDI. Le porte-parole du CIRDI a déclaré que les parties (la société et le gouvernement de la Roumanie) n'avaient pas «autorisé» la publication de «l'un des documents soumis ou

émis par le tribunal», mais le CIRDI publiera les documents sur son site Web une fois que les deux parties conviendront de les rendre publics. <http://news.trust.org/item/20161109120330-gdr44/>

Spécialistes du Kosovo. En 2015, le Kosovo a créé les Chambres spécialisées et le Bureau du procureur spécialisé pour enquêter, poursuivre et juger «les crimes internationaux commis pendant et après le conflit au Kosovo entre le 1er janvier 1998 et le 31 décembre 2000». *BIRN* a publié une longue entrevue du nouveau procureur général qui, en vertu de la loi, a le droit d'utiliser «les preuves recueillies dans le cadre de procédures pénales ou d'enquêtes relevant de la compétence des Chambres spécialisées avant sa création par toute autorité nationale ou internationale chargée de l'application de la loi ou de l'enquête criminelle, le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, l'EULEX Kosovo [le personnel juridique de l'Union européenne au Kosovo] ou le SITF [Task Force d'enquête spéciale] ». *BIRN* a noté que "toutes ces institutions ont des milliers de pages de témoignages, de rapports, d'ordres et autres documents qui pourraient être utilisés". http://www.balkaninsight.com/en/article/schwendiman-new-kosovo-war-court-not-anti-albanian--11-14-2016?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=0a258ca864-RSS_EMAIL_CAMPAGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-0a258ca864-319755321

Les Nations Unies. Après des jours de combats au Sud-Soudan en juillet dernier, le Secrétaire général a créé un groupe de travail chargé d'étudier l'échec de la mission de maintien de la paix de l'ONU «qui n'a pas mis pleinement en œuvre son mandat de protection des civils et du personnel des Nations-Unies durant les combats». Sur la base «d'examen documentaires» et de 67 entrevues au Sud-Soudan, le panel a constaté que «durant l'attaque, des civils ont été victimes de violations flagrantes des droits de l'homme, notamment de meurtre, d'intimidation, de violence sexuelle et d'actes de torture perpétrés par des soldats du gouvernement armé». Parmi les recommandations, on préconise que les compagnies qui fournissent des troupes devraient "confirmer par écrit que les troupes sont disposées et capables de mener" leurs responsabilités assignées. Les archives du panel seront importantes si le Sud-Soudan et les pays qui fournissent des contingents doivent tenir les auteurs de crimes et les casques bleus responsables. <https://www.yahoo.com/news/u-n-peacekeepers-failed-respond-south-sudan-hotel-113309799.html>; pour un résumé du rapport, voir http://www.un.org/News/dh/infocus/sudan/Public_Executive_Summary_on_the_Special_Investigation_Report_1_Nov_2016.pdf

Monde/nouvelles générales.

Documents d'entreprise. Pendant une décennie, Chiquita Brands International, Inc. (compagnie fruitière) a été poursuivie par un groupe de Colombiens qui allèguent que Chiquita a conspiré avec une organisation paramilitaire pour réprimer les troubles du travail, menant aux meurtres de membres de la famille qui travaillaient dans les régions où la société cultivait des bananes. Le procès a été déplacé aux États-Unis en raison des conditions dangereuses en Colombie pour les plaideurs. Chiquita a soutenu que le procès aux États-Unis devrait être rejeté: il devrait être tenu en Colombie pour être efficace parce que Chiquita veut prendre le témoignage d'actuels et d'anciens fonctionnaires "en plus de la découverte de documents du gouvernement colombien et de dossiers judiciaires d'enquêtes criminelles contre des paramilitaires". Chiquita a reconnu "que la preuve-clé liée à l'état d'esprit des défendeurs est associée au siège social de Chiquita dans l'Ohio, et d'autres endroits aux États-Unis où des réunions pivot et des prises de décision ont eu lieu". Tout en notant l'argument, le juge a ordonné que le procès continue aux États-Unis. Voir la décision publiée p. 14-15 au https://www.earthrights.org/sites/default/files/documents/order_denying_defendants_joint_motion_to_dismiss_.pdf

The Economist a rédigé un article sur les entreprises avec un «passé d'entreprise sombre» et la volonté de d'examiner leur passé. C & A, le détaillant de vêtements néerlandais, a commandé une histoire d'entreprise, donnant au chercheur "un accès illimité aux archives privées" et permettant la publication du résultat, qui a démontré la coopération de l'entreprise avec les nazis pendant la Seconde Guerre mondiale. Un autre historien «a évalué 100 entreprises qui ont prospéré en Allemagne en 1938 et existent encore sous une certaine forme aujourd'hui» et a constaté que «seulement 30 d'entre elles ont mis en place une évaluation savante érudite de leurs activités de guerre, alors que 40 n'ont rien fait du tout. *The Economist* a conclu «qu'au lieu de s'inquiéter des squelettes dans le placard, une entreprise qui fait carrément face à son passé devrait apprendre à mieux se comporter aujourd'hui». <http://www.economist.com/news/business/21709349-dutch-case-suggests-firms-horrible-stains-their-history-are-better-facing-up>

"La Federal Trade Commission des États-Unis veut qu'un juge fédéral autorise l'agence à recueillir des témoignages supplémentaires de l'unité américaine de Volkswagen AG au sujet d'allégations selon

lesquelles le constructeur automobile allemand aurait intentionnellement détruit des documents l'année dernière sur son scandale des émissions de diesel", a rapporté *Reuters*. "VW a admis en septembre 2015 l'installation de logiciels secrets dans ses voitures diesel pour falsifier les tests d'émissions d'échappement et les rendre plus propre de ce qu'ils étaient réellement. En réalité, les véhicules émettent jusqu'à 40 fois le niveau de pollution légalement autorisé. "

<http://www.reuters.com/article/us-volkswagen-emissions-idUSKBN1362AO>

En 2014, un incendie à l'entrepôt d'Iron Mountain en Argentine «a entraîné la mort de dix pompiers volontaires et de membres de la défense civile». Un procès intenté contre la société américaine par les familles des victimes «pour les ravages causés par les différents décès» est en cours. La compagnie est «accusée de jeu sale» dans l'incendie, que les autorités ont qualifié d'incendie criminel et «pensent que l'incendie a été utilisé pour détruire les preuves d'évasion fiscale et de blanchiment d'argent par les clients d'Iron Mountain, dont HSBC et BNP Paribas», a rapporté *The Argentina Independent*. La direction générale de la protection du travail de la ville «a déposé plusieurs plaintes sérieuses contre les pratiques commerciales et les pratiques d'entreposage de Iron Mountain depuis l'incendie de 2014.» Actuellement, Banco Ciudad (une banque municipale publique à Buenos Aires, fondée en 1878) a contracté Iron Mountain pour stocker ses archives corporatives. Le procureur des victimes demande instamment que le contrat avec cette importante banque soit «examiné par la Législature».

<http://www.argentinaindependent.com/currentaffairs/latest-news/newsfromargentina/outcry-after-iron-mountain-wins-banco-ciudad-bid/>

«Deux groupes de défense des droits humains ont déposé une plainte à Paris contre la société de ciment Lafarge, affirmant qu'une partie de son travail en Syrie aurait pu la rendre complice du financement de l'État islamique et des crimes de guerre », a rapporté *Reuters*. Les groupes affirment que Lafarge a conclu des "arrangements avec l'Etat islamique", incluant l'achat de "passes"; *Le Monde* a déclaré que l'usine «a payé des taxes à l'Etat islamique en 2013 et 2014». Les archives d'entreprise seront au cœur des preuves à fournir. <http://uk.reuters.com/article/uk-mideast-crisis-syria-lafarge-idUKKBN13A24F>

Terrain. En 2015, la Table ronde internationale sur la responsabilité des entreprises et Global Witness ont lancé un projet intitulé «Terrains contaminés» pour examiner le «risque de corruption de grands et petits pots-de-vin dans les transactions foncières à grande échelle» et élaborer des recommandations. Le projet a publié un rapport selon lequel «la corruption peut jouer un rôle à six phases interconnectées de location et acquisition de terrains», à commencer par «la démarcation des terres et le déploiement des programmes de titrage». Il soutient également que les lois sur l'accès à l'information devraient permettre de surveiller les achats de terrains et que la législation devrait garantir «que les fonctionnaires divulguent les biens qu'ils et leurs familles possèdent au début et à la fin de leur mandat, ainsi que régulièrement tout au long de leur mandat». <https://www.globalwitness.org/en/reports/tainted-lands-corruption-large-scale-land-deals/>

Confidentialité. Amnesty International (AI) a classé onze entreprises technologiques "dans la mesure où elles considèrent le cryptage comme une question de droits de la personne plutôt que comme une question de sécurité numérique". Amnesty International a déclaré que partout dans le monde la confidentialité des individus est en danger, "les données étant illégitimement obtenues à la suite d'une surveillance massive ou ciblée, les demandes du gouvernement concernant des données d'utilisateur qui ne satisfont pas aux exigences du droit international ou de pirates malveillants ou de criminels compromettant la sécurité du service". Déclarant que le « cryptage est un facilitateur essentiel, en particulier pour le droit à la vie privée et à la liberté d'expression et d'opinion », AI a examiné les services de messagerie instantanée offerts par les onze entreprises, et a donné à WhatsApp de Facebook le plus haut score (73 sur un possible 100 points). <https://www.amnesty.org/en/documents/POL40/4985/2016/en/>

Nouvelles bilatérales et multilatérales.

Afrique. Le Rwanda a hébergé la « première conférence de la Commission de réconciliation et vérité d'Afrique ». Les participants ont décidé de créer le Réseau panafricain de réconciliation qui mettra au point une base de données, un site Web et une présence dans les médias sociaux pour échanger des informations et « permettre l'identification des praticiens » qui peuvent aider «la société et les pays en processus de réconciliation». L'Institut pour la justice et la réconciliation, organisation non gouvernementale basée en Afrique du Sud, organisera le projet.

<http://reliefweb.int/report/world/no-justice-no-peace-without-local-organisations-lessons-first-african-truth-and>

La Fondation Mo Ibrahim a lancé «un nouveau portail de données qui collecte et mesure des statistiques sur des questions telles que la sécurité, les droits de l'homme et les opportunités économiques» dans 54 pays africains, a rapporté *Quartz Africa*. Les données proviennent de «15 ans de statistiques que la fondation a rassemblées au moyen de recensements, d'enquêtes et d'autres sources». Mo Ibrahim a déclaré: «Sans données nationales solides, il est impossible de définir des politiques publiques adéquates ni de mesurer leurs résultats ».

http://qz.com/845658/the-mo-ibrahim-foundation-launches-an-online-data-portal-to-track-statistics-on-governance-in-africa/?utm_source=Quartz+Africa+Weekly+Brief&utm_campaign=6ae9109c06-EMAIL_CAMPAIGN_2016_11_27&utm_medium=email&utm_term=0_d51626a6f9-6ae9109c06-57559133

Algérie / France. La tension entre l'Algérie et la France concernant les archives coloniales de l'Algérie française continue ; le ministre algérien des Vétérans a déclaré *Middle East Monitor* que «son pays n'a reçu que des copies de deux pour cent des archives».

<https://www.middleeastmonitor.com/20161101-france-accused-of-hiding-its-archive-smuggled-during-colonial-era/>

Algérie / Comité international de la Croix-Rouge (CICR). L'Algérie et le CICR ont signé un accord par lequel le CICR donnera à l'Algérie des copies des archives du CICR relatives aux actions humanitaires menées en Algérie pendant la guerre d'indépendance (1955-1962).

<http://www.aps.dz/algerie/49137-le-cicr-remettra-%C3%A0-l-alg%C3%A9rie-une-copie-d-archives-sur-ses-actions-pendant-la-guerre-de-lib%C3%A9ration-nationale>

République dominicaine / Haïti. Human Rights Watch (HRW) a fait un rapport sur les personnes maintenant apatrides expulsées de la République dominicaine en Haïti, en mettant l'accent sur les femmes enceintes et les jeunes enfants qui sont non seulement «privés de leur droit à la nationalité» mais en plus « ne reçoivent pas l'assistance dont ils ont urgemment besoin ». HRW a appelé le gouvernement dominicain «à mettre fin aux déportations arbitraires », à « rétablir immédiatement la pleine nationalité de tous ceux qui sont touchés » et à « faire en sorte que tous les enfants nés dans le pays aient des documents d'identité ». En Haïti, « entre un et deux millions d'Haïtiens semblent être sans papiers », et donc n'ont pas été en mesure de voter à Haïti le 20 novembre pour l'élection présidentielle ; ce pays a également besoin de résoudre son système de registre de la population.

<https://www.hrw.org/news/2016/11/29/haiti-stateless-people-trapped-poverty>

Inde / Royaume-Uni. "Le Foreign Office a retiré des dizaines de dossiers des archives nationales par crainte qu'ils contiennent des détails de l'assistance militaire britannique lors de l'écrasement par l'Inde de la dissidence sikh dans les années 1980", a rapporté *The Times*. En juin 1984, l'armée indienne a attaqué des militants sikhs au Temple d'or d'Amritsar, où des milliers de personnes ont été tuées et le temple détruit. Le gouvernement britannique a déclaré qu'outre la «visite d'un conseiller militaire en février 1984», aucune aide militaire du Royaume-Uni n'avait été donnée au gouvernement indien dans sa répression contre les sikhs pendant les années 1980. Pour plus de détails, voir les Nouvelles HRWG 2014-02.

<http://www.thetimes.co.uk/edition/news/files-on-sikh-massacre-are-withdrawn-to-hide-sas-role-5r8v890s5>

Irak / Syrie / États-Unis. Le commandement central du département de la Défense des États-Unis "après avoir passé en revue des rapports et des bases de données pour résoudre les cas où des frappes aériennes de la coalition aurait pu causer des pertes civiles", a déterminé que "24 attaques aériennes américaines ciblant l'Etat islamique d'Irak et du Levant peuvent avoir tué jusqu'à 64 civils et blessé huit autres en Irak et en Syrie", a rapporté le DOD News. Les autorités ont déclaré que l'enquête utilisait «les propres dossiers de l'armée, combinés à un examen exhaustif des rapports provenant de sources extérieures, des rapports des médias, des organisations non gouvernementales et d'autres ministères et organismes gouvernementaux des États-Unis».

http://www.eurasiareview.com/10112016-in-past-year-us-airstrikes-killed-64-civilians-in-iraq-and-syria-according-to-centcom-review/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

Etat islamique / Daech. Plusieurs articles ont parlé de documents de l'Etat islamique qui ont été trouvés par la presse et l'armée. Dans des villages voisins de Mossoul, dans le nord de l'Irak, saisis par les forces de sécurité irakiennes et les combattants kurdes, *Reuters* a trouvé dans les anciens bureaux de l'EI "des affiches, des brochures et des documents épais et colorés" qui mettent en évidence l'accent mis par l'Etat islamique sur ce qu'il appelle un comportement islamique approprié pour les citoyens du califat ". Un

pamphlet comprenait « 32 questions et réponses sur la façon de traiter les femmes captives », incluant qui a « l'autorité de distribuer des prisonnières parmi les combattants » et qui a l'autorité de prendre des filles pré-pubères comme concubines. <http://news.trust.org/item/20161101162858-mfejd/>
The Times a rapporté qu'un général britannique a déclaré que les documents obtenus en juillet par des milices kurdes et arabes soutenues par l'Occident de l'ancien havre Daech de Manbjî, dans le gouvernorat d'Alep au nord de la Syrie, comprenaient des informations détaillées sur des complots de l'Etat islamique pour attaquer l'Europe ». <http://www.thetimes.co.uk/edition/news/isis-files-reveal-plots-against-europe-csn3kxkzb>

Et *Iraqnews.com* a indiqué que «les équipes de renseignement irakiennes ont saisi les archives notariales de l'Etat islamique au sud de Mossoul». Une «source de sécurité» a déclaré que les archives comprenaient des «ordinateurs, registres financiers et agricoles, contrats de vente et de location pour les terres agricoles pris en charge par le groupe et loués à ses membres pour des tarifs onéreux sous le nom de «l'autorité des ressources agricoles et animales». Elles contiennent également des informations "sur les relations financières du groupe avec d'autres pays". Une photographie accompagnant l'article montre une "carte d'identité d'un combattant de l'EI portant le sceau du groupe".

<http://www.iraqnews.com/iraq-war/intelligence-seize-isis-mosul-archives-group-adopts-stamped-safeguard/>

Israël / Yémen. Le gouvernement israélien a décidé de «déclassifier quelque 400'000 documents relatifs aux allégations selon lesquelles des centaines d'enfants yéménites ont été enlevés dans des hôpitaux israéliens dans les années 1950 et remis à des familles riches pour adoption», a rapporté *The Times of Israel*. Pour plus de renseignements, voir les NouvellesHRWG 2016-10.

http://www.timesofisrael.com/liveblog_entry/government-votes-to-declassify-yemenite-children-archives/

Nouvelles nationales.

Bolivie. Le ministre des Affaires étrangères a annoncé que les documents diplomatiques des dictatures de 1966-1979 seront déclassifiés, y compris des documents relatifs à l'opération Condor et à l'assassinat du Che Guevara. L'Association bolivienne des parents des détenus et des disparus s'est félicitée de la perspective d'accès aux archives et a déclaré qu'elle «demandera la formation d'un comité pluridisciplinaire pour analyser les documents publiés» et «demandera la création d'une commission de vérité pour enquêter sur les crimes passés et retrouver le lieu où se trouvent les proches des victimes », a rapporté *Telesur*.

http://correodelsur.com/seguridad/20161122_cancilleria-abre-archivos-clasificados-de-dictaduras.html;

<http://www.telesurtv.net/english/news/Bolivia-to-Declassify-Operation-Condor-and-Che-Murder-Files-20161122-0047.html>

Canada. La Cour fédérale du Canada a statué que les renseignements relatifs aux écoutes téléphoniques ne pouvaient être maintenus indéfiniment par le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), qui «gardait secrètement les journaux téléphoniques et les courriels qu'il avait retracés autour des cibles d'enquêtes antérieures, même quand il a été forcé de détruire les conversations interceptées", a rapporté *The Globe and Mail*. La Cour a noté qu'après la récente loi, le SCRS a «considérablement augmenté» l'accès aux «données détenues par d'autres ministères fédéraux» et «n'a plus besoin d'un mandat pour obtenir des renseignements auprès de l'Agence du revenu du Canada».

<http://www.theglobeandmail.com/news/national/in-scathing-ruling-federal-court-says-csis-bulk-data-collection-illegal/article32669448/>

La Gendarmerie royale du Canada (GRC) a fourni un « accès sans précédent à *Toronto Star* à la Société Radio-Canada afin de faire valoir que des lois dépassées et des pouvoirs policiers réduits à l'ère numérique permettent aux terroristes présumés, aux gangs de la drogue et aux pédophiles d'opérer en dehors de la loi », ont rapporté les deux médias. Les journalistes ont été autorisés à examiner «les détails de 10 cas hautement prioritaires», que la GRC a déclaré avoir «vus obstrués par des obstacles juridiques et techniques lors de demande d'accès à la preuve numérique».

<https://www.thestar.com/news/canada/2016/11/15/top-secret-rcmp-files-show-digital-roadblocks-thwarting-criminal-investigations-in-canada.html>

République centrafricaine. En analysant des images satellites d'un camp de personnes déplacées dans la ville de Kaga-Bandoro, Human Rights Watch (HRW) a « identifié au moins 175 maisons détruites dans les quartiers autour du camp et 435 cases détruites dans le camp lui-même ». Faisant un lien entre les images et les interviews de 32 victimes et de témoins dans la ville et dans la capitale du pays, HRW a conclu que le 12 octobre au camp "les rebelles de Seleka ont tué au moins 37 civils, blessé 57 et forcé des milliers de

personnes à fuir" et que "les forces de maintien de la paix des Nations Unies déployées à l'extérieur du camp n'ont pas réussi à arrêter l'attaque". La Cour pénale internationale a enquêté sur les crimes commis à partir d'août 2012 dans le pays; de plus, la CAR dispose d'une Cour pénale spéciale qui est «un nouvel organe judiciaire avec des juges et procureurs nationaux et internationaux qui a pour mandat d'enquêter et de poursuivre les violations graves des droits de l'homme commises dans le pays depuis 2003». Tous les documents créés et obtenus par HRW seront utiles à ces procureurs.

<https://www.hrw.org/news/2016/11/01/central-african-republic-deadly-raid-displaced-people>

Colombie. Le Congrès colombien a approuvé un accord de paix révisé entre le gouvernement et les rebelles des FARC. Le gouvernement créera maintenant trois organes de justice transitionnelle: une juridiction spéciale pour la paix (*Jurisdicción Especial para la Paz*); une Commission pour l'Établissement de la Vérité, de la Coexistence et de la Non-Répétition (*Comisión para el Esclarecimiento de la Verdad, la Convivencia y la No Repetición*); et une Unité spéciale pour les personnes disparues (*Unidad Especial para la Búsqueda de Personas dadas por Desaparecidas en el contexto y en razón del conflicto*). Chacun d'entre eux créera des archives importantes et aura besoin d'avoir accès aux documents existants des parties en conflit de longue date.

<https://www.mesadeconversaciones.com.co/sites/default/files/24-1480106030.11-1480106030.2016nuevoacuerdofinal-1480106030.pdf>

Le Salvador. *El Faro*, journal numérique de San Salvador, en collaboration avec le *New York Times*, a enquêté sur les finances des gangs qui terrorisent le Salvador. *El Faro* a estimé que le gang MS-13 avait un revenu annuel d'environ 31,2 millions de dollars "basé sur l'information obtenue dans le dossier de 1'355 pages de l'Opération Check, duquel *El Faro* a obtenu un accès exclusif" de la Police Civile Nationale, y compris des enregistrements de conversations. Les journalistes ont conclu que les gangs ne sont pas des «entreprises criminelles sophistiquées» mais plutôt des «mafias des pauvres» au sein desquelles l'argent est distribué de manière inéquitable.

<http://news.tfonline.com/post/153468799127/killers-on-a-shoestring-the-gangs-of-el-salvador>

Ethiopie. La Commission d'enquête sur l'état d'urgence a publié «les noms et les raisons de l'arrestation de plus de 11 000 personnes soupçonnées d'avoir participé à des manifestations anti-gouvernementales violentes dans certaines parties du pays», depuis que l'État d'urgence a été proclamé le 8 octobre, a déclaré *Ghana Star*. Le *Addis Standard* a ajouté: «Le conseil a également publié l'information de plusieurs camps de détention dans tout le pays où sont détenus des prisonniers».

<http://addisstandard.com/inquiry-board-says-11-607-people-detained-ethiopia-declared-state-emergency/>;

<https://www.ghanastar.com/international/ethiopia-releases-list-of-over-11000-state-of-emergency-detainees/>

Allemagne. "Au cours des 18 dernières années, Volkswagen est devenu un pionnier dans la révélation de l'utilisation par l'entreprise de milliers de travailleurs forcés pendant la Seconde Guerre mondiale. Mais il a s'est brusquement séparé de l'historien de la compagnie qui a contribué à rendre cela possible", a rapporté le *New York Times*. La compagnie a nié que l'historien ait été mis à la porte, mais 75 historiens ont écrit une lettre ouverte à la compagnie protestant de son départ. Parallèlement, la compagnie a annoncé qu'elle avait nommé un autre historien «pour clarifier le rôle du groupe pendant la dictature militaire au Brésil», a rapporté *l'Agence France Presse*. "L'activité survient après que les anciens employés ont intenté une action civile au Brésil l'an dernier, selon laquelle 12 travailleurs ont été arrêtés et torturés dans une usine de VW près de Sao Paulo pendant la dictature de 1964-1985, et des dizaines de personnes ont été placées sur une liste noire.

<http://www.derechos.org/nizkor/espana/doc/vwnazis1.html>;

<https://www.theguardian.com/business/2016/nov/04/volkswagen-historian-research-torture-claims-brazils-military-dictatorship>

Inde. La *Thomson Reuters Foundation* a publié une série d'articles sur l'Inde qui montrent les grands défis documentaires auxquels le pays doit faire face. "Les questions liées à la terre et aux biens représentent environ les deux tiers de tous les affaires civiles en Inde, selon une étude récente par le groupe Daksh de défense des droits juridiques basé à Bangalore". L'Etat indien du Rajasthan met actuellement en place une "autorité indépendante" pour vérifier les titres dans ses villes. Après «l'examen de la chaîne de propriété et la vérification des documents des propriétaires versus les dossiers de l'État, l'autorité délivrera un titre garanti, un processus visant à réduire les litiges".

<http://news.trust.org/item/20161102134952-glX5f/>.

Afin de réprimer les activités minières illégales, en particulier celles qui conduisent à la déforestation et impliquent le travail des enfants, le ministère des mines a lancé «un système de surveillance minière par

satellite» et «explorer l'utilisation» de drones. Ceux-ci créeront des documents d'archives que le gouvernement doit conserver. <http://news.trust.org/item/20161102122443-pae5d/>

En vertu de la Forest Rights Act, les peuples autochtones et les habitants des forêts ont le droit «de gérer et de gouverner leurs forêts et ressources traditionnelles». Selon le ministère des Affaires tribales, «plus de quatre millions de revendications individuelles et environ 1,1 million de revendications communautaires ont été déposées depuis le 31 août», dont "environ 1,7 millions revendications individuelles et 47'443 de la communauté ont été distribués". La loi controversée génère certainement beaucoup de documents d'activités. <http://news.trust.org/item/20161118090337-5qash/>

En contraste net, l'Inde a vu "une baisse de 70% des plaintes déposées en vertu d'une loi contre la traite d'êtres humains entre 2001 et 2015, ce que les experts attribuent à l'absence de signalement du crime et à plus de prostituées qui quittent les maisons closes pour échapper à la détection policière, entre autres facteurs". La baisse des cas de traite sexuelle "contraste avec le doublement des crimes contre les femmes" enregistré par le National Crime Records Bureau pendant la même période. Sur le nombre total de cas de traite des êtres humains en 2015, 44% étaient le commerce de filles mineures. <http://news.trust.org/item/20161122154129-lai0t/>

Indonésie. La nouvelle Loi sur l'information et les transactions électroniques du gouvernement prévoit une clause de «droit à l'oubli». Un chercheur de l'Institute for Policy Research and Advocacy a déclaré que «la pratique de la suppression du contenu en ligne mettrait en péril le droit des gens à l'information», a rapporté *The Jakarta Post*. <http://www.thejakartapost.com/news/2016/11/02/right-be-forgotten-be-upheld-government.html>

Iran. "Ahmed Montazeri, fils d'un religieux politique et religieux de haut rang, a été condamné à 21 ans de prison pour avoir publié un fichier audio de son père qui prouve l'implication de l'Etat dans l'exécution de 4000 prisonniers politiques en Iran en 1988", a rapporté *Radio Zamaneh*. Son statut de clerc était également «défroqué». La peine fut ensuite réduite à 6 ans de prison. Pour plus de détails, voir les Nouvelles HRWG 2016-08. http://www.eurasiareview.com/30112016-iran-21-year-sentence-for-disclosing-file-on-state-execution-of-4000-political-prisoners/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

Japon. Contrairement à la nouvelle loi de l'Indonésie, la Cour de district de Tokyo a "rejeté la demande d'un prisonnier pour que Google Inc. retire les documents de son procès pour fraude d'il y a plus de dix ans, de ses résultats de recherche sur Internet", a rapporté *Japan Times*. <http://www.japantimes.co.jp/news/2016/10/28/national/crime-legal/japan-court-rejects-removal-arrest-record-google-search-results/>

Jordanie. La Clinique internationale des droits de l'homme à la Harvard Law School et le Norwegian Refugee Council ont publié un rapport décrivant les expériences des "réfugiés syriens pour l'obtention des cartes d'identité délivrées par le gouvernement et des certificats de naissance et de mariage en dehors des camps de réfugiés, qui prouvent leur statut legal, leur identité, et les relations familiales en Jordanie". Ce rapport décrit "les processus officiels pertinents, les défis rencontrés par les réfugiés et les conséquences auxquelles sont confrontés ceux qui manquent de documentation". Il note que le manque de documentation implique "une gamme de droits humains, incluant le droit à la santé, l'éducation, l'enregistrement des naissances, la nationalité, l'identité légale et la liberté de mouvement". <https://www.nrc.no/globalassets/pdf/reports/securing-status.pdf>

Macédoine. "Le bureau du procureur spécial de la Macédoine a annoncé qu'il enquête sur 10 membres actuels et anciens des services secrets du pays pour avoir participé aux écoutes illégales de près de 6'000 citoyens entre 2008 et 2015", a rapporté le Projet de rapport sur la criminalité organisée et la corruption. <https://www.occrp.org/en/daily/5827-macedonia-special-prosecutor-investigates-secret-service-for-illegal-wiretapping>

Maroc. *Jadaliyya*, une publication de l'Institut d'études arabes, a publié un essai de Susan Gilson Miller qui relie le besoin de la Commission marocaine de la vérité de trouver une place pour préserver ses «milliers de dossiers relatifs à la politique sombre» qu'elle a investigué et à l'établissement des archives nationales. <http://profiles.jadaliyya.com/pages/index/25584/why-history-matters-in-post-2011-morocco>

Myanmar. Human Rights Watch (HRW) a examiné «les images satellitaires de haute résolution enregistrées le matin du 22 octobre» et «identifié plusieurs zones de destruction probable de bâtiments»

dans trois villages du nord de l'État de Rakhine qui sont habités par les Rohingya. Il a également "examiné les données d'anomalie thermique recueillies par un capteur de satellite environnemental qui a détecté la présence de multiples incendies" dans les villages les 9 et 14 octobre. HRW et d'autres groupes de droits allèguent que l'armée du Myanmar commet de graves atteintes aux droits humains contre les Rohingya. <https://www.hrw.org/news/2016/10/31/burma-satellite-images-show-fire-damaged-villages>

Human Rights Watch a déclaré que les agriculteurs sont poussés hors de leurs terres dans l'État de Karen. Les villageois ont déclaré à HRW que «les bureaux fonciers locaux sont inaccessibles et que les fonctionnaires refusent parfois d'enregistrer des terres ou ne respectent pas les droits relatifs aux intérêts garantis». HRW a recommandé d'élargir «les programmes pour assurer l'enregistrement efficace et équitable des terres pour les personnes touchées par le conflit et les anciennes zones touchées par le conflit » et l'amélioration de l'administration foncière locale existante, y compris "des systèmes de surveillance gouvernementaux pour recueillir des statistiques foncières" qui montrent clairement quelles terres sont occupées par des femmes et celles par des hommes. <https://www.hrw.org/report/2016/11/03/farmer-becomes-criminal/human-rights-and-land-confiscation-karen-state>;

Serbie. Le Centre de droit humanitaire (HLC) a déposé une plainte pour «un crime de guerre commis en octobre 1991 contre des civils croates dans le village de Lovas en Croatie» par un ancien commandant de l'armée populaire yougoslave nommé Dusan Loncar. Selon HLC, Loncar a ordonné le nettoyage ethnique du village. "Les dossiers contiennent son ordre d'attaque contre une "population civile manifestant de l'hostilité", ainsi que les conclusions d'un expert militaire désigné par la cour, prouvant que l'ordonnance de Loncar était contraire à l'article 13 du Deuxième Protocole additionnel aux Conventions de Genève. <http://www.hlc-rdc.org/?p=32894&lang=de>

Afrique du Sud. *Quartz Africa* a passé en revue la nouvelle exposition de la Fondation Nelson Mandela sur Project Coast, le programme de guerre chimique et biologique du gouvernement de l'apartheid. L'exposition utilise la documentation archivistique. "Les historiens ont recueilli environ 5'000 pages de documents, des notes militaires, des photos personnelles, essayant de découvrir l'ampleur réelle du programme d'armes secrètes, mais cela ne suffit pas", ont déclaré les conservateurs de l'exposition. <http://qz.com/822837/south-africas-apartheid-era-chemical-and-biological-warfare-poisoned-pasts-exhibition/>

Sud Soudan. Le *National Geographic en ligne* a publié un article intitulé «Les archivistes peuvent-ils sauver la plus récente nation du monde?» Il comprend une image convaincante d'un «conteneur maritime derrière le ministère de la Culture, de la Jeunesse et des Sports» qui contient «des documents d'archives non triés», qui seront un jour versés aux archives nationales ». Selon l'archiviste du Sud-Soudan, les archives "pourraient aider à guider les politiciens arrivés au pouvoir en tant que soldats, à créer une identité commune parmi des dizaines de tribus, à offrir des solutions à la guerre civile actuelle en déterrants des anciennes résolutions de conflits". <http://news.nationalgeographic.com/2016/11/south-sudan-archives/>

Syrie. Le Réseau syrien pour les droits de l'homme (SNHR) a publié un «rapport annuel élargi sur les violations des droits des femmes». En s'appuyant sur ses propres «archives de victimes, de détenus et de personnes disparues de force qui ont été construites par le suivi et la documentation en cours depuis 2011», Le SNHR a documenté les meurtres exécutés par les forces gouvernementales (20'287 femmes), les forces russes (668), les forces kurdes (59), Etat Islamique (328), le Fatah Al Sham Front (74), les autres factions (798) et les groupes non identifiés (435). SNHR estime que 8413 femmes ont été arrêtées par les forces gouvernementales, dont 2418 femmes ont «disparus de force» et 39 femmes «sont mortes suite aux tortures des forces gouvernementales». http://sn4hr.org/wp-content/pdf/english/22823_Woman_killed_in_Syria_since_March_2011_en.pdf

Tunisie. Le président du comité d'arbitrage et de réconciliation de l'Instance Vérité et Dignité (IVD), la Commission tunisienne de la vérité, ont déploré que la lenteur de la prise en charge des victimes de l'IVD soit due au ministère de l'Intérieur, catégoriquement "opposé à donner les archives nécessaires à la Commission. *Businessnews.com* a cité le président de l'IVD qui déclarait que : «Sans archives, l'IVD ne peut pas avancer." <http://www.businessnews.com.tn/ivd--le-ministere-de-linterieur-refuse-de-nous-communiquer-les-arives.520,68317.3>

Royaume-Uni. Après le vote de juin de quitter l'Union européenne, "le nombre de crimes haineux enregistrés par la police était de 41 pour cent plus élevé qu'en juillet de l'année dernière", a rapporté le *New York Times*. Cependant, «de nombreux crimes figurant dans les statistiques sont enregistrés par l'entremise

de True Vision, un site Web financé par le gouvernement qui permet à quiconque de signaler ce qu'ils ont vécu ou perçu comme un crime haineux». L'augmentation, a déclaré la police, est liée au changement des rapports «fondés sur la perception», où «presque n'importe quoi peut être enregistré comme un crime de haine dès que la victime subit une agression verbale ou physique en tant que telle».

http://www.nytimes.com/2016/11/06/world/europe/britain-hate-crimes.html?_r=0

États Unis. En réponse à une demande de *VICE News* lié à la loi Freedom of Information Act, la Central Intelligence Agency a publié deux versions différentes du rapport d'enquête de son inspecteur général sur le décès de Gul Rahman lors des interrogatoires effectués en novembre 2002 par des membres de la CIA en Afghanistan. Dans la deuxième version, la CIA a révélé les noms des deux psychologues de l'Armée de l'Air - Bruce Jessen et James Mitchell - qui sont responsables de la conception des protocoles d'interrogatoire. L'Union américaine des libertés civiles poursuit les deux psychologues en cour fédérale au nom de la famille Rahman et de deux autres personnes qui ont été «enlevées par la CIA, torturées et victimes d'expériences selon les protocoles de Mitchell et Jessen». <https://news.vice.com/story/james-mitchell-bruce-jessen-cia-torture-program>; pour le procès, voir <https://www.aclu.org/cases/salim-v-mitchell-lawsuit-against-psychologists-behind-cia-torture-program>

Dans l'affaire *États-Unis contre Shah*, N. N. Shah est accusé d'avoir accédé au réseau informatique de son ancien employeur et d'avoir causé des «dommages importants». Le procureur «a bien voulu admettre [en preuve] certains e-mails et conversations de chat qui ont été envoyés et reçus» à partir d'une adresse e-mail spécifique associée à Shah. Le tribunal a toutefois jugé que «l'authentification de ces communications électroniques exige plus que simplement l'utilisation antérieure de l'adresse électronique en cause» et que le procureur doit «démontrer suffisamment que le contexte qui entoure le mail ou le contenu de ces courriels et des chats sont relié au défendeur». Contenu et contexte: le noeud du travail archivistique.

<http://ellblog.com/whos-using-your-e-mail-address/>

Le Federal Bureau of Investigation (FBI) a publié des données sur les crimes haineux, qui ont augmenté d'environ 6,7% en 2015 par rapport à 2014, mais les incidents anti-musulmans ont augmenté de 67%, avec 257 incidents signalés. «Les incidents anti-noirs ont augmenté d'environ 7,6 pour cent, les incidents anti-juifs ont augmenté d'environ 9 pour cent, et les incidents basés sur l'orientation sexuelle a augmenté d'environ 3,5 pour cent», a déclaré le *Washington Post*, qui déclare que «les données disponibles sont quelque peu limitées, selon les analystes, parce que les organismes d'application de la loi fournissent volontairement des nombres au FBI, et beaucoup n'ont pas signalé de crimes motivés par la haine. Le Bureau of Justice Statistics dénombre un nombre beaucoup plus grand de crimes haineux que ce qui est rapporté». https://www.washingtonpost.com/world/national-security/hate-crimes-against-muslims-hit-highest-mark-since-2001/2016/11/14/7d8218e2-aa95-11e6-977a-1030f822fc35_story.html?tid=a_inl&utm_term=.8e3a6a808f1d

Le *New York Times* a publié un article sur la classification de la sécurité nationale des dossiers au centre de détention des États-Unis à Guantanamo Bay, Cuba, qui est tellement étendu qu'il "entrave les soins médicaux". <http://www.nytimes.com/2016/11/13/world/guantanamo-bay-doctors-abuse.html>

Publications.

HURIDOCS a publié une brochure utile intitulée «Comment numériser vos archives de documents relatifs aux droits de l'homme». <https://www.huridocs.org/2016/11/how-to-digitize-your-human-rights-document-archive/>

La Coalition mondiale pour la protection de l'éducation contre l'attaque a publié un «Guide pour la mise en œuvre des principes de la responsabilité de l'État pour protéger l'enseignement supérieur contre les attaques». http://www.protectingeducation.org/sites/default/files/documents/guide_to_implementing_principles.pdf

Un projet de recherche conjoint de l'Electronic Discovery Institute, une organisation non gouvernementale, et le géant de l'entreprise technologique Oracle a constaté que lors de l'examen des dossiers à fournir pour une découverte dans un procès, une «combinaison d'examen technologique et humain» fonctionne le mieux. *Law Technology News*, qui a examiné le rapport, a déclaré que la recherche assistée par la technologie «est souvent plus rapide et moins chère lors de l'identification des documents pertinents. Mais quand il s'agit d'isoler des informations privilégiées ou sensibles, les examinateurs humains ont surpassé les

machines". <http://www.legaltechnews.com/id=1202771357276/Combination-of-Technology-and-Humans-Work-Best-in-EDiscovery-Review-Study-Finds?slreturn=20161108174103>

Un article d'opinion publié par le *New York Times* sur les frustrations de faire de la recherche dans les Archives royales du château de Windsor en Angleterre doit être lu par toute personne intéressée par les questions d'accès. <http://www.nytimes.com/2016/11/20/opinion/sunday/victorias-secrets-what-the-royal-archives-didnt-want-you-to-know-about-englands-queen.html>

Si vous avez des nouvelles à partager, envoyez-les directement à : trudy@trudypeterson.com ou j.boel@UNESCO.org

Les numéros précédents du Bulletin en ligne se trouvent sur <http://www.ica.org/12315/hrwgnewsletter/list-of-hrwg-newsletters.html> et <http://128.121.10.98/coe/main.jsp?smd=2&nid=569829>

(Traduction française : Cristina Bianchi)